



# AGENCE FRANCE-PRESSE

**vos infos par fax**

*Département Multimédia*

*Tél: (33) 01 40.41.49.02*

## **Algériens-commémoration**

### **Répression du 17 octobre 1961: actions du MRAP vendredi à Bordeaux et Paris**

PARIS, 14 oct (AFP) - Le MRAP organise une série d'actions vendredi pour commémorer la répression sanglante de la manifestation pacifiste des Algériens du 17 octobre 1961, en se rendant notamment à Bordeaux, où se déroule le procès de Maurice Papon, Préfet de police de Paris à cette époque.

Le MRAP organise une conférence de presse à Bordeaux (vendredi à 11 h) en présence notamment d'acteurs et témoins de l'événement, de Jean-Luc Einaudi, auteur de "La bataille de Paris - 17 octobre 1961", et de Me Pierre Mairat, avocat du MRAP dans le procès Papon.

Un rassemblement commémoratif aura ensuite lieu à Paris, de 18h30 à 20h, au Pont Saint-Michel. Des bougies seront allumées, des fleurs jetées à la Seine en souvenir des manifestants algériens jetés dans le fleuve.

A partir de 20h30, des témoins directs des événements de cette nuit-là témoigneront au 117, rue de Charonne.

Depuis plusieurs années, le MRAP organise un rassemblement pour commémorer cette répression longtemps étouffée et demande de faire la lumière sur ce dossier brûlant de la guerre d'Algérie.

Une fois de plus, le MRAP demande au Premier ministre, "au nom de la recherche de la vérité, de la justice et de la solidarité" que soient ouvertes les archives de cette époque.

"L'antisémitisme a conduit aux crimes de Vichy, le racisme anti-algérien a permis les massacres du 17 octobre 61", dit le MRAP dans un communiqué, "le racisme est +un+. L'amnésie, l'oubli fertilisent le racisme et favorisent le négationnisme".

Le 17 octobre 1961, à quelques mois des accords d'Evian qui ont marqué la fin de la guerre d'Algérie, une manifestation interdite des Algériens contre le couvre-feu qui leur était imposé, est interrompue brutalement par la police. Le bilan officiel sera de trois morts et 64 blessés. Le bilan réel se situe très probablement autour des 200 morts, noyés dans la Seine ou le canal Saint-Martin, roués de coups dans le métro, les autobus, les cours d'immeubles ou tués par balles.

"Force est restée à la loi, au prix finalement de trois morts inutiles, y compris celle d'un civil européen dont le cœur a, semble-t-il, cédé sous l'émotion", assurait Maurice Papon, préfet de police de 1958 à 1967, dans "Les chevaux du pouvoir", un livre autobiographique paru en 1988.

14/10/97

14:46